

# Initiative actualité de protection



**OUI À LA PROTECTION  
contre la sexualisation  
à l'école maternelle  
et à l'école primaire**



**L'UBS touchée:  
la grande banque mise  
à genoux face à  
l'idéologie LGBTIQ**

Drapeaux flottant au siège principal de l'UBS à Zurich au mois de juin

## Le poids lourd UBS s'enlise dans le fossé LGBTIQ / woke

**L'idéologie woke, initialement lancée par les étudiants étatsuniens, a désormais infiltré un nombre accru d'entreprises européennes actives à l'échelle internationale. Ce mouvement entend propager une nouvelle forme de pensée communautariste qui confine au racisme, avec pour but de diviser la société et d'établir un contrôle totalitaire. En Suisse, même des banques comme l'UBS semblent vouloir surfer sur cette vague. Mais ce faisant, l'UBS risque de s'aliéner des clients et d'être déstabilisée par l'acceptation incontrôlée de la propagande LGBTIQ.**

Selon Paul Donovan, économiste en chef du département de gestion de fortune de l'UBS, les entreprises doivent «jouer un rôle important dans la sensibilisation aux thèmes LGBTIQ» (finews.com). Donovan fait référence au CEO de l'UBS Ralph Hamers et à sa présence au Pride Festival de Zurich, qui était placé sous la devise «diversité trans». L'UBS, sponsor de l'événement, a également hissé le drapeau arc-en-ciel à son siège principal à la Bahnhofstrasse de Zurich!

L'UBS s'est depuis longtemps découvert une affection pour le mouvement LGBTIQ et le «politiquement correct», écrit la NZZ en évoquant une «UBS tombée dans le piège woke». La banque a donc édicté certaines règles linguistiques internes pour que ses annonces tiennent compte des minorités et des femmes d'une manière neutre et non genrée. Par exemple, le terme «logique» doit désormais être remplacé par un autre mot moins associé à la masculinité. Le quotidien met en garde contre un contrôle linguistique qui risque justement de cristalliser les «préjugés misogynes» si, pour l'UBS, le terme «logique» effraie les femmes et doit être remplacé d'autres mots.

*Suite à la page 4*

*«Woke», qui signifie éveillé, engagé, est un terme relevant du combat idéologique menée par la gauche. Sous prétexte de «non-discrimination» et de «justice sociale», on mène une lutte à tous les niveaux pour tenter de remplacer l'ordre social basé sur nos valeurs libérales et chrétiennes par une utopie socialiste.*



# Stopper la propagande LGBTIQ des as

**Cette année, 30 000 jeunes gens et jeunes filles ayant participé au camp fédéral du Mouvement Scout de Suisse ont eu l'occasion d'assister à des ateliers sur l'orientation sexuelle. La mise en scène comprenait un flamant rose «qui ne sait pas de quel sexe il est». On n'a pas jugé bon d'informer les parents. Cette approche n'est pas le fruit du hasard: le lobby LGBTIQ est présent dans toutes les organisations de jeunesse – et celles-ci soutiennent activement ce mouvement.**

Les efforts déployés par les activistes LGBTIQ lors du camp fédéral de scoutisme dans la vallée de Conches ont reçu un écho modeste dans les journaux, qui les ont publiés sous forme de récit d'expérience. La responsable d'une section scout féminine de Baden a relaté que les enfants ont pris part à un atelier proposé par l'organisation «Milchjugend». Il s'agissait «d'orientation sexuelle, de thèmes LGBTIQ» et d'un flamant rose «qui ne sait pas de quel sexe il est et comment il doit gérer cette situation.» Les enfants étaient «déjà passablement bien informés»: «Ils savent que le mariage n'est pas seulement l'union entre un homme et une femme, et qu'il existe tout un éventail d'orientations sexuelles.» Cet atelier leur a donné l'occasion «de se familiariser avec diverses identités sexuelles».

«Milchjugend», qui a animé l'atelier au camp fédéral, admet promouvoir des «univers altersexuels», et cette organisation de jeunesse entend représenter «les jeunes lesbiennes, homo-

sexuels, bi, trans, inter et asexuels et tout ce qui se trouve entre ces catégories et en dehors». Sa participation au camp fédéral n'est pas fortuite. «Milchjugend» collabore régulièrement avec diverses organisations de jeunesse. En concertation avec le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ), organisation faîtière rassemblant plus de 60 organisations de jeunesse, et avec la plateforme «Du bist du», elle a participé sur plusieurs années au projet «BreakFree!», qui «favorise l'inclusion des jeunes LGBTIQ au sein des associations suisses de jeunesse». «Du bist du», elle, est une émanation de l'association Santé Sexuelle Zurich, qui s'engage en faveur des personnes «vivant avec le VIH ou le SIDA».

## L'hétérosexualité vue comme une déviance de l'homosexualité

Le projet «BreakFree!» a notamment donné lieu à un «glossaire» destiné aux enfants et aux adolescents, ainsi qu'à un «Guide pour les responsables». Ce glossaire est l'œuvre de «Milchjugend», tandis que le guide est rédigé par «Du bist du». Les plus grandes organisations de jeunesse suisses ont été représentées dès le début dans un «groupe d'accompagnement», à savoir le Mouvement Scout de Suisse, les Unions Chrétiennes Suisses et l'organisation suisse alémanique Jungwacht Blauring Schweiz, d'obédience catholique. L'orientation idéologique de ces documents devient vite évidente à leur lecture. Exemple tiré du glossaire: «Seule ton identité sexuelle détermine ton sexe.» Le sexe biologique n'a pas la moindre importance à cet égard.





# Associations de jeunesse: aidez-nous!

La définition du terme «hétérosexuel» constitue un autre exemple de cette influence plus ou moins subtile. Il s'agirait de «personnes qui ne s'identifient pas à leur propre sexe», affirme le glossaire. La normalité est donc considérée comme une déviance par rapport à la condition homosexuelle.

Que «Milchjugend» propage ses propres idées, c'est son droit. Le problème, c'est que les associations de jeunesse reprennent cette propagande à leur compte, sans filtre, et vont même jusqu'à la promouvoir activement. Dès lors, rien d'étonnant à ce que le logo du Conseil suisse des activités de jeunesse s'affiche à côté de celui de «Milchjugend».

## Débat sur les pronoms et astérisque de genre

Les enfants et les adolescents ne sont pas les seuls à être influencés dans les associations de jeunesse. Les directeurs et responsables sont, eux aussi, instruits dans le droit chemin. Le guide susmentionné les invite, par exemple, à s'adresser aux enfants et aux adolescents «au moyen du nom, du pronom et de l'article de leur choix». Lors des présentations, il est recommandé de passer en revue tous les pronoms. Cette pratique est déjà en vigueur dans certaines sections de scouts – notamment dans la région de Bâle. Autre recommandation: la mesure dans laquelle «une personne trans identifie son corps avec le sexe correct» est «une affaire personnelle». Et ceci, qu'on se le dise, se passe dans un cadre où des mineurs sont présents. Quant aux droits et aux devoirs des parents, ils ne sont jamais mentionnés.

Comme avec toute entreprise de propagande, la langue joue ici un rôle primordial: les responsables des organisations de jeunesse sont invités «à utiliser l'astérisque du genre\* dans les écrits». Dans la langue parlée, ceci se traduira par une «brève pause» dans le discours.

## Fini les toilettes et les douches séparées?

En plus de cette construction idéologique, les associations de jeunesse entendent aussi s'attaquer aux fondements – comprenez: l'«infrastructure». Celle-ci, prétend-on, est «souvent marquée par une approche binaire des sexes». Ainsi, les «toilettes ne sont, la plupart du temps, prévues que pour les garçons et les filles, tout comme les cabines d'essayage et les douches». Ce système exclut les personnes «qui ne se définissent pas clairement comme étant de sexe masculin ou féminin». Conclusion: soit les associations de jeunesse veulent que tous les enfants et adolescents se douchent ou changent d'habits ensemble, ou alors elles exigent que pour la toute petite minorité d'entre eux qui ne se considèrent ni de sexe masculin ni de sexe féminin, on installe des douches, des toilettes et des cabines d'essayage spécifiques.

Cet exemple montre à quel point cette idéologie induisant la confusion s'est infiltrée jusque dans les instances dirigeantes des organisations de jeunesse en Suisse. Une chose est évidente: les enfants et les adolescents ont généralement beaucoup de compréhension pour les personnes qui sont hors norme. Et même les activistes LGBTIQ doivent l'admettre dans leur évaluation finale du projet «BreakFree!»: «L'inclusion des adolescents queer dans bon nombre d'organisations de jeunesse en Suisse se déroule aujourd'hui de manière satisfaisante», affirme ce texte. Il est donc clair que le spectre d'une prétendue discrimination est délibérément exagéré et fait l'objet d'une propagande surdimensionnée. **Il est temps de tirer les conclusions correctes de ce constat, autrement dit de faire cesser l'endoctrinement massif et dommageable auquel nos enfants et nos adolescents sont soumis.**

*Joignez vos efforts aux nôtres en écrivant à l'association de jeunesse fréquentée par vos enfants ou vos petits-enfants! Vous pouvez obtenir une exemple de lettre et des adresses en utilisant le code QR fourni ou visitant:*



[www.initiative-de-protection.ch/](http://www.initiative-de-protection.ch/)

[actionassociationsdejeunesse](http://actionassociationsdejeunesse)



Suite de la page 1

### L'UBS est «superwoke»

Le portail de nouvelles financières «insideparadeplatz» qualifie de «superwoke» l'approche choisie par la banque et n'hésite pas à parler du «Gender-Express de la Bahnhofstrasse». Les commentaires concernant l'article «Absurdité à l'UBS: un répertoire des genres pour les annonces d'emplois vacants» sont éloquentes.

■ «Tout cela est extrêmement dommageable pour l'économie! Les RH (=Ressources humaines) nous envoient des CV (=curriculum vitae) qui ne conviennent absolument pas, mais bon, c'est la diversité qui compte...»

■ «Ce délire orwellien se répand de plus en plus, comme un cancer.»

Dans le Tages Anzeiger, on trouve les commentaires suivants à l'article «Ces mots sont trop masculins pour l'UBS»:

■ «Je connais bien cette ineptie qui me rappelle l'époque de la RDA, et je rejette catégoriquement cette folie du politiquement correct.»

■ «Le monde n'a assurément pas besoin de cette aberration de la neutralité du genre. Et l'UBS serait bien avisée de mettre les priorités au bon endroit.»

■ «Pour moi, ce serait plutôt une raison de résilier ma relation d'affaires avec l'UBS.»

Ce contrôle linguistique interne n'est pas dû au hasard. Il est visiblement conçu pour déployer aussi des effets externes, toujours selon Paul Donovan.

### Révolution culturelle LGBTIQ et woke

Donovan ne s'en cache pas: «la culture vécue dans l'entreprise doit déborder du cadre du travail pour modeler la pensée plus largement dans la société». Les entreprises ne sauraient donc rester neutres face aux thèmes LGBTIQ. Elles doivent, par leurs «efforts d'inclusion», aller au-delà du mois consacré à la «pride». Donovan recommande aux investisseurs de vérifier que les entreprises possèdent un service interne ou des réseaux pro-LGBTIQ.

Les responsables au sein de l'UBS sont-ils conscients des conséquences de leur soutien apparemment indéfectible à la cause LGBTIQ et à ce programme d'action? Certes, les acteurs défendant cette idéologie ne sont que des groupuscules, mais ils disposent de réseaux de relations extrêmement bien connectés et de ressources financières inépuisables atteignant des milliards de francs. Leur idéologie perverse peut désormais compter sur le soutien de grandes



L'idéologie LGBTIQ détruit la famille naturelle

entreprises comme l'UBS, des magnats de la presse, des responsables ecclésiastiques, des milieux politiques, pénétrant jusque dans les établissements scolaires, pour être finalement acceptée par la société. (voir les articles d'«Actualités Initiative de protection»).

*Le programme destructeur  
LGBTIQ vise notamment à  
abolir le caractère binaire de  
la sexualité humaine en  
remplaçant les faits scientifiques  
par des perceptions subjectives.*

Le programme destructeur LGBTIQ vise notamment à abolir le caractère binaire de la sexualité humaine en remplaçant les faits scientifiques par des perceptions subjectives. En déstabilisant délibérément les jeunes enfants dans leur identité sexuelle dès l'âge de la crèche, on leur apprend qu'ils ont un «droit» à la libération sexuelle et au plaisir sexuel. Cette sexualisation précoce est principalement promue par des organisations internationales (p. ex. l'OMS et ses normes), avec pour résultat que l'on défend activement la prétendue «diversité sexuelle» pour les enfants et les adolescents, voire le changement de sexe, avec, à la clé, des conséquences incalculables sur l'intégrité psychologique et physique des enfants.

Mais lorsqu'une idéologie occupe désormais la première place, et non plus le bien des clients, la confiance des clients est mise à mal. Interpellez cette banque...! Et qu'on se le dise: il faut étouffer le mal dans l'œuf! ■



# Rapport de Berne



Dr. Sebastian Frehner,  
ancien conseiller  
national, Riehen (BS)

## Le Conseil fédéral veut-il instaurer un 3<sup>e</sup> sexe?

**En Allemagne, il est possible, depuis 2018, de cocher la case «divers» pour le choix du sexe, en plus des options «masculin» et «féminin». À l'origine, cette troisième option n'était disponible que pour les personnes dont le sexe ne pouvait pas être clairement déterminé. Mais la Cour constitutionnelle fédérale**

**allemande a décidé que certains facteurs subjectifs pouvaient également jouer un rôle dans ce choix. En plus de l'Allemagne, le troisième sexe est admis notamment en Autriche, en Espagne et en Inde. Le troisième sexe va-t-il arriver en Suisse aussi?**

En Suisse, il est possible, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, de changer de sexe sans formalités à l'office d'état civil; il n'est plus nécessaire de présenter des preuves médicales ou une décision judiciaire. Autrement dit: toute femme peut décider de devenir un homme, et vice-versa. Mais contrairement à la situation en Allemagne, les seules rubriques disponibles sont «masculin» et «féminin», puisque l'option du 3<sup>e</sup> sexe n'existe pas.

Cependant, le sujet n'est pas clos.

En septembre 2018 déjà, la conseillère nationale Sibel Arslan (Verts/PS) déposait un postulat réclamant du Conseil fédéral qu'il instaure un troisième sexe. Avant le vote, le Conseil fédéral s'était lui aussi prononcé en faveur de ce postulat. Il prendra position à ce sujet dans son rapport attendu prochainement, et proposera éventuellement une modification de la loi. Il est donc à prévoir que le Parlement votera bientôt sur la question de savoir s'il faut introduire un troisième sexe en Suisse.

De fait, il existe certaines personnes pour lesquelles la médecine n'a pas pu déterminer clairement l'appartenance sexuelle. En Suisse, cette situation concerne une trentaine d'enfants par année – moins d'un millième des nouveau-nés! La législation en vigueur

en Suisse depuis le début de l'année (changement de sexe à volonté, sans formalités, entre homme et femme, ou l'inverse) et l'introduction prévue d'un troisième sexe créeraient une situation chaotique garantie et ouvriraient toute grande la porte aux abus: dans cette hypothèse, toute personne peut alors décider si elle est de sexe «masculin», «féminin» ou «divers». Et le sexe choisi peut toujours être changé à nouveau: en effet, un homme qui refuse d'effectuer son service militaire n'a qu'à se changer en femme à l'âge de 18 ans, puis en «divers», et plus tard, juste avant la retraite, en «femme», puisque les femmes peuvent prendre leur retraite plus tôt. À qui profite un tel chaos?... Cette idéologie permet de propager une réalité non scientifique et entièrement fautive, avec des effets tout sauf stabilisants pour l'identité des enfants au cours de leur développement.



Bientôt la reconnaissance d'un troisième sexe?

*Chers lecteurs et lectrices, je saisis cette occasion pour prendre congé de vous. J'ai relayé les informations en provenance de Berne dès la 20<sup>e</sup> édition de ce bulletin de nouvelles, ce que j'ai fait avec une très grande satisfaction. Me tenir sur la brèche pour le bien des enfants a été une préoccupation constante pour moi. J'ai siégé au Conseil national jusqu'en novembre 2019 et j'ai ainsi pu vous informer en direct de Berne. En accord avec la présidence de l'Association Initiative de protection, j'ai*

*continué à remplir cette mission avec grand plaisir après mon mandat politique. Mais il est désormais temps de confier la rédaction de notre rapport à une personne dont les activités sont en prise directe avec Berne: ma très estimée collègue du Parlement, la conseillère nationale Verena Herzog, également membre du comité directeur de l'Association Initiative de protection et très engagée dans le domaine qui nous occupe.*

Sebastian Frehner,  
ancien conseiller national, Riehen (BS)

# Changement à la présidence de l'Association Initiative de protection



Lors de l'assemblée générale de l'Association Initiative de protection à Olten le 11 juin 2022, le président et ancien conseiller national Toni Bortoluzzi a, comme prévu, annoncé sa démission pour raison d'âge. Le nouveau président est Jérôme Schwyzer, père de deux enfants et enseignant qualifié exerçant au niveau secondaire.

Depuis la fondation de l'Association Initiative de protection à Olten le 16 janvier 2016, l'ancien conseiller national Toni Bortoluzzi s'est engagé sans réserve pour les affaires de l'association.

Son engagement l'a amené à ne jamais cesser d'alerter la population à propos de certaines dérives de la société, même si ses avertissements sont restés largement ignorés. Des réactions se sont produites uniquement lorsque qu'un thème touchait certaines personnes directement. Les expériences vécues au sein de l'Association Initiative de protection au contact des uns et des autres ont été une source d'enrichissement très appréciée.

Souhaitant depuis longtemps se consacrer davantage à ses douze petits-enfants et à son arrière-petit-enfant, il a décidé d'annoncer son retrait lors de l'assemblée générale de cette année.

L'Association Initiative de protection remercie Toni Bortoluzzi pour son engagement inestimable au cours des six dernières années en faveur de l'intégrité des enfants et des adolescents,

et pour sa présidence de l'association, qu'il a exercée avec efficacité, une bonne humeur constante et de manière amicale.

Nous lui souhaitons le meilleur pour une «retraite» heureuse!



Le nouveau président et le président sortant: Jérôme Schwyzer et Toni Bortoluzzi

Le nouveau président, Jérôme Schwyzer, est un enseignant qualifié exerçant au niveau secondaire et disposant d'un excellent réseau de relations dans les milieux de l'éducation et dans le monde politique. Âgé de 38 ans, il mettra toute son énergie au service des objectifs de l'Association Initiative de protection. Nous lui souhaitons plein succès! ■

## Appel aux dons:

**Initiative de protection**  
Case postale, 4142 Münchenstein  
IBAN: CH67 0900 0000 7080 8080 1

Téléphone pour les parents et autres personnes concernées  
qui veulent des conseils: 061 702 01 00  
[www.initiative-de-protection.ch](http://www.initiative-de-protection.ch), [info@initiative-de-protection.ch](mailto:info@initiative-de-protection.ch)

Impressum:

**Initiative de protection – actualité** paraît chaque trimestre / **Abo:** CHF 10.–, pour les donateurs/trices de l'initiative inclus dans leurs dons / **Edition et rédaction:** Association Initiative de protection, case postale, 4142 Münchenstein, Tél. 061 702 01 00, [info@initiative-de-protection.ch](mailto:info@initiative-de-protection.ch), [www.initiative-de-protection.ch](http://www.initiative-de-protection.ch), **IBAN:** CH67 0900 0000 7080 8080 1 / © Association Initiative de protection / **Images:** p. 1/2/3: Keystone-sda, p. 4: Shutterstock, p. 5: iStockphoto; le reste: m.à.d. / **Maquette:** WJP Werbeagentur, 4053 Basel / **Impression:** Bruhin Spühler AG, Rüti.

*Nous dépendons de votre soutien de toute urgence!*

Association Initiative de protection



**OUI À LA PROTECTION**  
**contre la sexualisation**  
**à l'école maternelle**  
**et à l'école primaire**